

Drouet et Besancenot ont raison : grève générale illimitée à partir du 5 février ! Imposons l'appel à la grève générale aux directions syndicales !

La mobilisation des gilets jaunes ne faiblit pas. Après le (relatif) creux de la période de Noël, les actes 8 (5 janvier), 9 (12 janvier) et 10 (19 janvier) ont marqué un regain de la mobilisation. Le gouvernement est lancé dans une surenchère sécuritaire, avec l'annonce d'une loi anti-casseur qui nous ferait basculer dans un régime autoritaire. Le pouvoir politique pourrait interdire, selon son bon vouloir, à des individus de manifester. Cacher son visage ou participer à une manifestation non autorisée serait passible de prison ferme.



Martinez appelle à une journée de grève le 5 février

Malgré l'ampleur de la mobilisation des gilets jaunes et des violences policières, les principales directions syndicales refusent de converger avec les gilets jaunes. Le 6 décembre, au moment où Macron était en extrême difficulté, elles ont sauvé la mise à Macron en lui disant très clairement qu'elles ne mobiliseraient pas (<https://urlz.fr/8J0V>). Cela a déclenché une forte contestation au sein de la CGT. De nombreuses structures CGT ont décidé d'appeler à manifester le samedi avec les gilets jaunes et ont exigé un plan de mobilisation pour en découdre avec Macron. Mais Martinez n'a rien voulu céder à sa base. Il a continué à cracher sur les gilets jaunes (par exemple en inventant que ceux-ci voudraient supprimer les cotisations sociales : <https://urlz.fr/8J12>).

Mais il a du néanmoins appeler à une journée de grève le 5 février (<https://urlz.fr/8J15>), tout en prenant bien soin de ne faire aucun lien avec le mouvement des gilets jaunes. Dans un premier temps, Solidaires a refusé de se joindre à la grève suite à une consultation express de ses structures : 6 s'étaient prononcées pour (Asso, Solidaires RATP, Solidaires CRRF et SCL, Sud éducation, Sud INSEE, Sud PTT) et 5 s'étaient prononcées contre (Sud industrie, Solidaires météo, Sud CT, Sud Commerces, Sud Solidaires BPCE). Mais il ne faut pas se tromper sur la signification de l'opposition à la grève du 5. Beaucoup de structures Solidaires s'opposaient à la grève du 5 février parce que c'était une simple journée d'action (mode d'action maintes fois expérimenté avec le succès que l'on sait) et que c'était un contre-feu à la mobilisation des gilets

jaunes. Finalement, Solidaires a décidé jeudi 24 janvier de s'associer à la grève du 5 février (<https://urlz.fr/8JyS>) en posant la question de la "grève générale reconductible".

Mais le cadre fixé par Martinez est en train de sauter ! Transformons la journée d'action du 5 février en début de la grève générale !

Avec sa journée de grève, Martinez tente de reprendre la main et de canaliser la colère de sa base, en évitant la jonction du mouvement ouvrier organisé avec les gilets jaunes. Mais des grains de sable commencent à apparaître et nous laissent espérer une autre issue. Eric Drouet a appelé à la grève générale illimitée à partir du 5 février (<https://urlz.fr/8J1j>). C'est le cas aussi des gilets jaunes de Rouen (<https://urlz.fr/8J1k>). Ces appels ne sont pas parfaits, loin s'en faut : les gilets jaunes de Rouen appellent par exemple les « chefs d'entreprise » à se joindre à la grève générale... Néanmoins, ils contribuent à débloquer la situation et ils expriment la volonté de monter le niveau de confrontation et d'opérer la jonction avec le mouvement ouvrier organisé. La répétition des manifestations du samedi ne peut pas être une fin en soi : pour obtenir satisfaction, nous devons bloquer l'économie. Et pour cela, une grève générale s'impose !

Mercredi 23 janvier, Olivier Besancenot a lui aussi appuyé cet appel à la grève générale illimitée (<https://urlz.fr/8J1n>). Mélenchon a fait mine de soutenir l'appel de Drouet, mais il soutient en fait l'appel de Martinez à une seule journée de grève le 5 février (<https://urlz.fr/8J1r>).

Nous avons presque une dizaine de jours pour transformer la journée de grève du 5 février en début de grève générale. Partout dans nos syndicats, battons nous pour que nos directions syndicales appellent à la grève générale à partir du 5 février. Nous avons aujourd'hui besoin d'un appel clair, au plus haut niveau, pour nous lancer tous ensemble dans la bagarre. La pression maximale doit être exercée sur Martinez et les autres dirigeants syndicaux pour qu'ils cessent le dialogue social avec Macron et pour qu'ils engagent toutes les forces de leurs organisations dans la grève générale.

La coordination nationale de Commercy : un point d'appui pour la convergence des luttes et pour organiser le blocage de l'économie !

Le week-end prochain aura lieu à Commercy la première coordination nationale des AG de gilets jaunes (<https://urlz.fr/8DKw>). De très nombreuses AG de gilets jaunes enverront des délégués. Il y aura aussi des délégués d'autres secteurs en lutte : coordination nationale lycéenne (<https://urlz.fr/8J1E>), coordination nationale des collectifs pour l'abrogation des réformes Blanquer et de Pacoursup (<https://urlz.fr/8J1F>), etc. Cette coordination s'annonce d'ores et déjà comme un grand succès, et elle doit permettre une structuration démocratique du mouvement.

La coordination nationale de Commercy discutera sans doute de la grève du 5 février. Si la coordination pouvait soutenir l'appel à la grève générale illimitée à partir du 5 février et interpeller les directions syndicales en ce sens, cela pourrait changer la donne, et mettre encore davantage la pression sur Martinez.

Il faut aujourd'hui mettre toutes nos forces dans la bataille. Bien sur, il faut continuer à manifester les samedi. Mais il faut aussi agir sur nos lieux de travail en organisant des AG de préparation du 5 février. Il faut aujourd'hui préparer la confrontation avec Macron et être très clair :

- **Boycott du grand débat pipé de Macron ! Stop au dialogue social avec Macron !**
- **Halte à la répression ! Amnistie des gilets jaunes condamnés !**
- **Grève générale illimitée à partir du 5 février !**

Ne pas se laisser piéger par la canalisation par les institutions et les élections

Cela n'est pas par les institutions, et encore moins européennes, que nous pourrions imposer nos revendications et un vrai changement de société. On a vu apparaître un projet de liste gilets jaunes pour les européennes (<https://urlz.fr/8Jwp>) s'en font largement le relais. Ce serait également une aubaine pour Macron puisque cette liste prendrait des voix à ses principaux opposants et lui permettrait d'arriver en tête.

Cela a généré une contestation légitime de beaucoup de gilets jaunes sur les réseaux sociaux. En effet, comment peut-on se faire passer pour des représentant-e-s du mouvement alors qu'aucune instance légitime des gilets jaunes n'a validé, ou même discuté une telle liste ? On notera la réaction d'Olivier Faure ce jeudi 24 janvier (<https://urlz.fr/8Jww>) qui voit d'un bon œil une telle liste, alors qu'il s'oppose aux appels à la grève générale ou aux manifestations. Les différents représentants de la classe dominante cherchent en effet à faire rentrer ce mouvement dans le moule des institutions et des élections pour mieux le neutraliser.

Il ne nous faut pas se tromper de combat : s'il peut s'avérer utile d'utiliser les outils de représentation des institutions pour faire entendre les voix des exploité-e-s, cela ne permet pas de changer les choses sans une mobilisation de masse. Et dans la situation actuelle, cette liste « gilets jaunes » ne peut que semer la division, la confusion et nous détourner de la construction d'une mobilisation massive qui se fixe pour objectif de bloquer l'économie.

Gaston Lefranc, le 24 janvier 2019